

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Les petites phrases de la semaine

- Rose Christiane Ossouka Raponda, Première ministre :

" Des mesures de tous ordres ont été prises pour gérer cette crise et gérer son impact sur notre société et notre économie. Il faut le dire, la conduite de l'action publique a été exceptionnelle".

- Lambert Noël Matha, ministre d'État, ministre de l'Intérieur :

"Un gouvernement ne monte pas au créneau pour réagir, au motif qu'un citoyen, fût-il du monde ecclésiastique, a clamé haut et fort une préoccupation".

- Alain Bâ Oumar, président de la Confédération patronale gabonaise (CPG) :

" Depuis la mise en place, le 13 février 2018, du Club de Libreville 7, dont nous ne sommes pas signataires, nous n'avons été associés à aucun processus de validation de la dette intérieure par le gouvernement".

- Julienne Nzamba Massounga-Tchikaya, premier président de la Cour de cassation :

" Les adverbess consciencieusement, scrupuleusement, religieusement démontrent, à n'en point douter, le caractère sacré ou divin de la fonction de juger".

- Nicole Nathalie Nzaou Rekati, inspecteur général des Services de l'Éducation nationale :

" Nous avons constaté que, dans notre pays, beaucoup d'écoles privées fonctionnent hors normes. Il nous faut donc redéfinir les bases".

- Anaclet Mathieu Taty, nouveau président de la Fédération gabonaise d'athlétisme :

" Nous allons sortir l'athlétisme de l'état comateux dans lequel il se trouve, à condition que tous les acteurs s'impliquent".

- Patrice Neveu, sélectionneur des Panthères :

" Nous devons faire du bon jeu contre les Gambiens et redoubler de vigilance. Nous allons gagner ce match. C'est notre priorité".

- Marie-Florent Mboko, délégué du personnel à Pharmagabon :

" On ne peut pas comprendre que dans une société comme la nôtre, qui a une économie florissante et une prospérité garantie, les travailleurs soient dans la précarité".

Rassemblées par J.K.M

# Décentralisation : vers la mise en place des organes techniques

**C'EST** le point essentiel des échanges, il y a quelques jours, entre le Premier ministre et le ministre de tutelle, dans le cadre du conseil de cabinet interministériel.

Martina ADA METOULE  
Libreville/Gabon

LE Conseil de cabinet interministériel axé sur la décentralisation s'est tenu vendredi dernier. En présence de la cheffe du gouvernement, Rose Christiane Ossouka Raponda, le ministre de la Décentralisation, Mathias Otounga Ossibadjou, et d'autres membres du gouvernement concernés par la question. En clair, ce

Conscient des nombreux défis qui se présentent, le ministre l'a si bien rappelé en estimant " qu'il s'agit d'une démarche logique et rationnelle".



La décentralisation au menu des échanges autour de la cheffe du gouvernement.

tour de table a laissé entrevoir une volonté de mieux aborder le processus, avec la mise en place des organes techniques chargés de sa mise en œuvre. En marge de l'adoption récente par le Parlement d'une loi sur les modalités de transfert, le ton de l'accélération de cette politique de décentralisation a été donné vendredi dernier par le ministre de tutelle. Bien que Mathias Otounga Ossibadjou ait admis que le processus de

décentralisation est " très long" et que celui-ci " va encore durer des années", la réunion autour du Premier ministre a tout de même permis de conclure sur le fait que la décentralisation s'adapte aux évolutions de la société. À en croire le chef de ce département ministériel, le gouvernement prépare déjà les conditions nécessaires à la mise en place des organes techniques. Il s'agira des Comités provinciaux dont le rôle sera d'étudier les questions au

plan local et le Comité technique qui sera dirigé par le ministre de la Décentralisation. Lequel aura la particularité de jeter un regard sur l'ensemble des dossiers avant de les soumettre à la commission nationale présidée par la Première ministre. Conscient des nombreux défis qui se présentent, le ministre l'a si bien rappelé en estimant " qu'il s'agit d'une démarche logique et rationnelle".

## La Semaine

### Des éclairages s'imposent

NOMBREUX avaient cru que l'actualité de la semaine qui s'est achevée hier allait être dominée par le Conseil des ministres tenu en tout début de semaine. Cela, parce que le projet de loi de finances 2021 a été adopté à cette occasion.

Mais voilà que la conférence de presse du gouvernement relative à la gestion de la pandémie de Covid-19 dans notre pays est venue, vendredi, ravir la vedette à tous les autres événements et autres faits. Du coup, la présente chronique n'aura d'autres choix que de lui accorder plus d'intérêt ...

Le tout, en attendant de nouvelles occasions qui pourraient se présenter à nous prochainement pour, éventuellement, revenir sur certains faits tels que ceux cités plus haut ; ou même les conclusions de la "task force" sur la dette intérieure, ne serait-ce que pour appuyer le souhait du patronat gabonais de voir la liste des entreprises indécrites être

publiée dans les médias...

Pour revenir à la conférence de presse animée par Rose Christiane Ossouka Raponda et plusieurs membres de son gouvernement, ainsi que les responsables du Copil, on soulignera qu'elle a exclusivement porté sur les nouvelles mesures visant à assouplir les restrictions imposées par la lutte contre le Covid-19. Une sortie qui intervenait au moment où des acteurs de certains secteurs d'activités exprimaient déjà leur impatience voire leur désespoir. C'est le cas des hôteliers, restaurateurs, transporteurs, tenanciers de bars et boîtes de nuit, tout comme les confessions religieuses. Sans oublier les heures du couvre-feu que d'aucuns commençaient à trouver trop contraignantes...

Dans l'ensemble, le gouvernement a, à première vue, desserré la vis. Les heures du couvre-feu ont été allégées (22h à 5h) ; les lieux de culte vont ouvrir à partir du 30 oc-

tobre (un vendredi), mais dans des conditions compliquées voire surréalistes ; tout comme les restaurants dont l'ouverture se fera sous des contraintes à peine imaginables...

Au point où, d'aucuns estiment que plusieurs zones d'ombre demeurent, notamment s'agissant des lieux de culte. La réaction des hommes de Dieu se fait encore attendre. Mais déjà, certains estiment que l'offre du gouvernement ressemble plus à une ruse. Doù la nécessité de faire preuve de pédagogie en initiant, d'ici le 30 octobre, des rencontres sectorielles entre les membres du gouvernement et les secteurs concernés, pour apporter des éclairages susceptibles de dissiper des malentendus. Toute chose qui aura l'avantage de garantir la sérénité et la confiance mutuelle.

ONDOUBA'NTSIBAH